



Luxembourg, le 11 SEP. 2023

Administration communale de Rosport-
Mompach
9, rue Henri Tudor
L-6582 ROSPORT

N/Réf.: 101567/01

V/Réf.: BHWE Busspur Born

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et ses règlements d'exécution du 1^{er} août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes du 17 novembre 2021 de la part de l'Administration communale de Rosport-Mompach ayant pour objet une destruction au sens de l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dans l'intérêt de la mise en place d'une voie de bus près de l'école à Born sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de ROSPORT-MOMPACH: section MF de BORN, sous les numéros 320/4685, 320/4686, 368/4332 et 27/3870 ;

Considérant ledit projet « Errichtung einer Busspur zur Verbesserung der verkehrlichen Erschliessung der Schule Born » nécessite la réalisation de mesures d'atténuation (dites mesures CEF) à effectuer en vertu de l'article 27 de ladite loi modifiée du 18 juillet 2018, anticipant les menaces et risques de l'incidence significative sur un site ou une aire, afin de maintenir en permanence la continuité de la fonctionnalité écologique du site ou de l'aire pour les espèces mentionnées ci-dessus, désignées ci-après par « espèces protégées particulièrement » :

- Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*)

Considérant le bilan écologique portant référence « 2021_00843 – Rosport - Mompach » et « 2021_00844 – Rosport - Mompach » en date du 2 novembre 2021 et élaborés par le bureau Oekobureau qui ne font état de 0 écopoints à compenser ;

Arrête :

Article 1.- Le requérant désigné ci-avant est autorisé à effectuer une destruction au sens de l'article 17 et la réalisation des mesures d'atténuation anticipées au sens de l'article 27 de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018 sur les parcelles cadastrales susmentionnées dans le respect des conditions définies par le présent arrêté.

Article 2.- Le bilan écologique relatif au projet de développement soumis par le requérant portant référence « 2021_00843 – Rosport - Mompach » du 2 novembre 2021 fait état d'une destruction de 1 946 éco-points à compenser et le bilan écologique relatif au projet de compensation soumis par le requérant portant référence « 2021_00844 – Rosport - Mompach » du 2 novembre 2021 fait état d'une création de 3 645 éco-points.

Article 3.- En raison des mesures de compensation un montant total de 3 645 éco-points est à déduire de la somme de 1 946 éco-points de manière à ce que le déficit à compenser s'élève à 0 éco-points.

Article 4.- Les travaux sont réalisés sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de ROSPORT-MOMPACH: section MF de BORN, sous les numéros 320/4685, 320/4686, 368/4332 et 27/3870, selon la demande et aux plans soumis.

Article 5.- Les travaux de défrichement et/ou de débroussaillage se font pendant la période entre le 1^{er} octobre et fin février. Le préposé de la nature et des forêts (M. Tom Giefer, tél : 621 202 183) est averti avant le commencement des travaux de débroussaillage.

Article 6.- La surface à défricher et/ou à débroussailler se limite au strict minimum et se limitent aux bilans écologiques susmentionnés. La surface à débroussailler est à identifier sur le terrain par les sois du requérant et est à réceptionner par les représentants de l'Administration de la nature et des forêts, et ceci avant le commencement des travaux.

Article 7.- La végétation ligneuse destinée à rester sur place est protégée pendant la phase chantier par une clôture fixe afin d'éviter tout endommagement de leur système racinaire et de leur partie aérienne.

Article 8.- Toute destruction, réduction ou détérioration de biotopes protégés ou habitats visés par l'article 17 de ladite loi modifiée du 18 juillet 2018 non reprise sur le bilan écologique soumis doit faire l'objet d'une demande d'autorisation à part, y compris une identification précise des biotopes protégés et habitats à faire élaborer par une personne agréée en la matière ainsi qu'une évaluation des éco-points conformément à ladite loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution du 1^{er} août 2018.

Mise en œuvre des mesures d'atténuation en faveur de la Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*)

Article 9.- Les mesures d'atténuation visant l'espèce protégée particulièrement, plus précisément la Fauvette babillarde, sont réalisées conformément au dossier « *Biotop- und Habitatidentifizierung. Biotop- und Habitatwertermittlung. Artenschutzrechtliche Kompensationsmassnahme für die Errichtung einer Busspur in der Ortschaft Born* » élaboré par le bureau Oekobureau en date du 2 novembre 2021 et au plan « *Abbildung 12: Grobe Verortung der erhaltenen (orange), zerstörten (rot) und neu anzupflanzenden (grün) Hecken sowie möglicher Standorte für Reisighaufen (grüne Flächen) auf dem Luftbild 2020* » sur la page 18 dudit document et sur des surfaces à proximité immédiate du projet en question.

Article 10.- Les haies vives et broussailles sont réalisées à l'aide d'essences indigènes et adaptées à la station et sont plantés conformément au document susmentionné. Le choix

d'essences, l'emplacement et les dimensions exactes des haies sont à définir avec le préposé de la nature et des forêts territorialement compétent.

Article 11.- Les haies vives et broussailles à planter sont entourées obligatoirement par une bande enherbée (« Krautsaum ») d'une largeur minimale de cinq mètres, protégés contre la dent du gibier le cas échéant, à gérer par fauchage ou broyage annuel et ceci après le 1^{er} août de chaque année avec enlèvement du matériel de fauche.

Article 12.- La taille annuelle et l'élagage annuel des ligneux est défendu.

Article 13.- Afin de garantir la continuité de l'habitat essentiel de la Fauvette babillarde, il y a lieu de réaliser deux rémanents de coupe (« Reisighaufen ») qui sont aménagés en bandes d'une longueur minimale de dix mètres, d'une hauteur maximale de trois mètres et d'une largeur maximale de trois mètres. Le compactage des rémanents de coupe reste strictement défendu. L'emplacement exact des rémanents de coupe est à définir avec le préposé de la nature et des forêts territorialement compétent.

Article 14.- Les rémanents de coupes peuvent uniquement être enlevés dès que la nouvelle haie sera fonctionnelle comme nouveau habitat pour la Fauvette babillarde. L'enlèvement à une date antérieure est strictement interdit.

Article 15.- La réalisation concrète des mesures d'atténuation doit se faire avant tout commencement des travaux. Les mesures d'atténuation sont à réceptionner obligatoirement par le préposé de la nature et des forêts territorialement compétent.

Article 16.- L'emploi de fertilisants organiques ou minéraux, ainsi que tout emploi de produits phytopharmaceutiques sur les terrains accueillant les mesures d'atténuation est strictement interdit.

Article 17.- Le cas échéant, les plantations sont protégées contre la dent du gibier.

Article 18.- En cas de reprise moindre des plantations, un regarnissage annuel est réalisé par les soins du requérant.

Article 19.- La période d'entretien des éléments du milieu naturel créés suite à la mise en œuvre des mesures d'atténuation est de vingt-cinq ans à compter de la réalisation de chaque mesure d'atténuation.

Suivi et surveillance des espèces protégées particulièrement et des mesures d'atténuation

Article 20.- Une évaluation des mesures d'atténuation anticipées et des mesures de gestion et d'amélioration y relatives, entièrement à charge du requérant, est obligatoire moyennant un monitoring couvrant la période de reproduction sur une durée totale de vingt-cinq ans suivant la mise-en-œuvre desdites mesures d'atténuation. Un rapport de cette évaluation (ci-après rapport de monitoring) qui est à charge du requérant est à établir par une personne agréée, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autres que l'État pour l'accomplissement de tâches

techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement. Ce rapport est à adresser au Service Autorisation par le requérant.

Article 21.- Le premier rapport de monitoring est à élaborer immédiatement après la mise en œuvre des mesures d'atténuation anticipées (« Herstellungskontrolle ») pour vérifier la réalisation conforme de la présente autorisation. Le premier rapport de monitoring est soumis à l'approbation au Service Autorisations.

Article 22.- Par la suite, un rapport de de monitoring (« Erfolgskontrolle ») est à soumettre pour approbation annuellement (2024, 2025, 2026 et 2027) au Service Autorisations de l'Administration de la nature et des forêts comprenant le cas échéant, des propositions d'adaptation des mesures de gestion et d'amélioration, pour le cas où les résultats de cette évaluation ne seraient pas satisfaisants. Ces mesures sont à charge du maître d'ouvrage.

Article 23.- Après la délivrance des rapports de monitoring visés aux articles précédents, des rapports de monitoring sont soumis pour approbation au Service Autorisations dans un rythme de cinq ans.

Article 24.- Les données faunistiques récoltées lors des évaluations à effectuer susmentionnées seront à encoder dans la base de données du Musée National d'Histoire Naturelle Luxembourg (<https://data.mnhn.lu/>).

Les travaux sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de ROSPORT-MOMPACH: section MF de BORN, sous les numéros 320/4685, 320/4686, 368/4332 et 27/3870 sont autorisés uniquement après approbation du premier rapport de monitoring (« Erfolgskontrolle ») par le Service Autorisations de l'Administration de la nature et des forêts.

Conditions générales

Article 25.- Le préposé de la nature et des forêts territorialement compétent (M. Tom Giefer, tél : 621 202 183) est averti avant le commencement des travaux et dès l'achèvement des travaux, et est informé au préalable de toute activité de suivi ou d'inventaire, respectivement d'intervention sur le terrain en relation avec le projet visé.

Article 26.- La bande de travail est limitée au stricte nécessaire.

Article 27.- Toutes les mesures doivent être prises enfin d'éviter une pollution de l'air, du sol, du sous-sol et des eaux.

Article 28.- Toute incinération est interdite sur les sites.

Article 29.- L'entièreté des lieux est quittée après les travaux dans un état de parfaite propreté, et aucun déchet ou matériel n'est abandonné sur place.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman**. Veillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

Pour la Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable



Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement CENTRE-EST
- Commune de ROSPORT-MOMPACH